ANATOMIE D'UNE MONARCHIE COMMUNISTE F: 8,95 € - RD GÉOPOLITIQUE : Le Caucase du Nord GÉOÉCONOMIE : La guerre des monnaies POINTS CHAUDS : Daesh, États-Unis, Israël, Turquie...



6/POINTS CHAUDS

- 🕽 08 ENTRETIEN De l'Irak à la Syrie, la montée en puissance de l'État islamique
 - 13 PORTFOLIO État des forces de la coalition contre l'État islamique
 - 14 ANALYSE Mauritanie : retour à la case départ ?
 - 19 PORTFOLIO La Mauritanie et le dispositif « Barkhane »
 - 20 ANALYSE Congrès américain : une élection pour rien ?
 - 25 ANALYSE Conflit à Gaza : regards croisés du Hamas et d'Israël
 - **31** PORTFOLIO Territoires palestiniens et colonies israéliennes
 - 32 ANALYSE La République ottomane de Recep Tayyip Erdogan et d'Ahmet Davutoglu
 - **37** PORTFOLIO Face à Daesh à Kobanê : le calcul coupable de la Turquie

38/DOSSIER

- **40** ANALYSE La Corée du Nord : du socialisme à la monarchie
 - 45 PORTFOLIO La menace nord-coréenne
 - **46** ANALYSE La Corée du Nord sur la scène internationale, vingt ans après la mort de Kim Il-sung
 - **50** ANALYSE Chine Corée du Nord : des otages mutuels
 - **54** ANALYSE Les relations intercoréennes : l'impossible réconciliation
 - **58** ANALYSE La Corée du Nord : une économie en mutation

62/GÉOPOLITIQUE

- **64** ANALYSE Le Caucase du Nord, marge turbulente
 - **69** ENTRETIEN La Russie face aux défis de développement nord-caucasiens
 - **74** ANALYSE L'islam en Tchétchénie : de la lutte contre le terrorisme islamique à la « Pax Kadyrova »

78/géoéconomie

- → 80 ANALYSE Les relations yuan dollar : de la « guerre des monnaies » à la gouvernance monétaire et financière internationale
 - **86** ANALYSE L'émergence d'une crypto-monnaie alternative et décentralisée : le bitcoin

92/ALERTES DE SÉCURITÉ

📤 92 – CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde

96/LECTURES





Par **Benoit Hardy- Chartrand**, chercheur au Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) et à la chaire Raoul-Dandurand à l'Université du Québec à Montréal.

Photo ci-dessus:

Le 13 juin 2000, le président sud-coréen Kim Dae-jun (à droite) est reçu à Pyongyang par son homologue nord-coréen Kim Jong-il, dans le cadre d'un sommet historique entre le Nord et le Sud. Initiateur de la *Sunshine Policy*, qui a abouti à cette rencontre, le président Kim Dae-jun s'est attelé dès son entrée en fonction à renouer le dialogue avec Pyongyang. Cette politique de rapprochement a notamment permis la réunion de familles séparées, l'arrivée des investissements sudcoréens ou la livraison d'aide humanitaire. La Sunshine Policy a pris fin avec l'arrivée au pouvoir de Lee Myungbak en 2008. (© AFP)

Les relations intercoréennes : l'impossible réconciliation

Plus de soixante ans après la fin de la guerre de Corée (1950-1953), les deux Corées semblent plus loin que jamais de la réconciliation. La présidente sud-coréenne Park Geun-hye, élue en décembre 2012, a promis un changement de paradigme dans la politique de Séoul à l'égard du Nord. Peut-elle faire la différence ?

uite à la mort du dirigeant nord-coréen Kim Jong-il en décembre 2011, l'arrivée au pouvoir de son jeune fils Kim Jong-un suscita chez certains observateurs l'espoir d'une nouvelle ère dans la politique étrangère de Pyongyang et les relations intercoréennes. Celui-ci n'avait pas trente ans et avait passé une partie de son adolescence en Suisse, permettant ainsi d'espérer chez le nouveau leader un regard différent sur le monde et une plus grande ouverture à la conciliation. Douze mois plus tard, l'élection en Corée du Sud de Park Geun-hye, fille du général Park Chung-hee qui avait dirigé le pays d'une main de fer dans les années soixante et soixante-dix, donna lieu

elle aussi à une vague d'optimisme chez une grande partie de la population sud-coréenne, après cinq ans de tensions sous le conservatisme rigide de son prédécesseur Lee Myung-bak. Avec un changement de régime quasi-simultané au Nord et au Sud, une première depuis la mort du dirigeant nord-coréen Kim Il-sung en 1994, les espoirs de renouveau étaient permis. Les attentes furent rapidement déçues, alors que le printemps 2013 marqua l'un des épisodes les plus noirs des relations intercoréennes depuis la guerre de Corée. En décembre 2012, Pyongyang procéda au lancement de sa fusée Unha-3, avant d'effectuer son troisième essai nucléaire le 12 février 2013, deux

semaines avant l'arrivée au pouvoir de Park Geun-hye. Suite aux résolutions 2087 et 2094 du Conseil de Sécurité de l'ONU, le régime de Kim Jong-un proféra pendant plusieurs semaines des menaces d'une intensité rarement vue à l'endroit de la Corée du Sud et des États-Unis, allant même jusqu'à décréter la révocation de l'armistice signée en 1953 et qui tenait la péninsule dans un état de stabilité précaire.

Trois ans après l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un et près de deux ans après l'investiture de Park Geun-hye, les relations entre Pyongyang et Séoul demeurent aujourd'hui tendues, malgré des tentatives périodiques de rapprochement. La méfiance et l'absence totale de confiance mutuelle minent les initiatives proposées par l'une ou l'autre des parties. L'inimitié est telle que toute détente apparaît dès lors comme une anomalie temporaire avant un retour à l'état de tension. Dans ce contexte, malgré la volonté professée par Séoul de rebâtir la confiance sur la péninsule, un rapprochement entre les deux Corées est-il envisageable ? Comment expliquer la nature si conflictuelle de leurs relations?

Soixante ans de tensions

Depuis plus de six décennies, les dirigeants sud-coréens ont adopté sans succès diverses approches afin de renverser la profonde inimitié entre les deux voisins, qui avaient pourtant constitué un royaume unifié pendant plus d'un millénaire. Jusqu'à la démocratisation de la Corée du Sud vers la fin des années quatre-vingt, les dictatures militaires qui s'étaient succédées à Séoul s'étaient principalement affairées à maintenir la stabilité sociale et une posture militaire forte pour dissuader toute attaque du Nord, qui entretenait jusqu'alors le rêve de réunifier la péninsule de force.

66 Trois ans après l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un et près de deux ans après l'investiture de Park Geun-hye, les relations entre Pyongyana et Séoul demeurent aujourd'hui tendues, malgré des tentatives périodiques de rapprochement. 99

Le premier grand changement de paradigme dans l'approche de Séoul eut lieu avec l'arrivée au pouvoir de Kim Dae-jung en 1998. Pour la première fois depuis la division de la péninsule, un dirigeant sud-coréen misait sur des échanges soutenus avec Pyongyang dans les domaines politique, économique et culturel, ainsi que sur une aide humanitaire accrue dans le but d'amorcer un rapprochement durable et de diminuer les tensions sur la péninsule. Cette politique de la main tendue, ou « Sunshine Policy », fut poursuivie également par son successeur, Roh Moo-hyun, jusqu'en 2007. Si les contacts plus réguliers entre les deux capitales donnèrent lieu à une baisse notable de tension sur la péninsule, la Sunshine Policy ne chan-

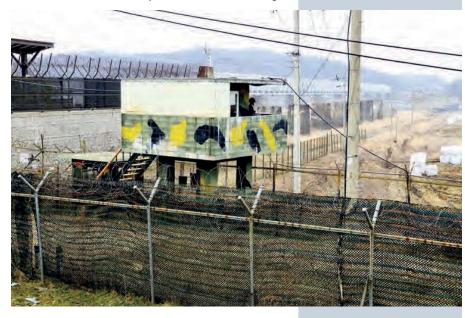
gea pas fondamentalement les calculs stratégiques du régime nord-coréen et faillit à abolir l'antagonisme mutuel.

Le conservateur Lee Myung-bak promit à son arrivée au pouvoir en 2008 de mettre un terme à l'aide quasi-inconditionnelle envers le Nord et de faire preuve d'une plus grande fermeté en cas de provocation de Pyongyang. Vers la fin du mandat de Lee, les échanges commerciaux entre les deux Corées étaient presque entièrement limités à la zone industrielle de Kaesong au Nord, dans laquelle des entreprises sud-coréennes sont établies afin de profiter de la main-d'œuvre nord-coréenne bon marché. L'intransigeance de Lee provoqua une détérioration rapide des relations entre Séoul et Pyongyang, qui atteignit son paroxysme en 2010 avec le torpillage d'une corvette sud-coréenne et le bombardement de l'île de Yeonpyong au Sud, deux incidents qui coûtèrent la vie à cinquante marins et civils sud-coréens.

Élue en décembre 2012, Park Geun-hye promit un nouveau paradigme dans la politique de Séoul face au Nord. Se fondant sur l'idée que ni la ligne dure de son prédécesseur, ni l'approche conciliante de la Sunshine Policy n'avaient mené aux change-

Photo ci-dessous:

Le pont de la Liberté, sur la rivière Imjin, qui coule du Nord au Sud, traversant la zone démilitarisée, est un ancien pont de chemin de fer utilisé à l'époque de la guerre de Corée pour transporter les soldats et les prisonniers. C'est par là que 13 000 prisonniers ont rejoint le Sud après l'armistice. Le 17 mai 2007, pour la première fois depuis la guerre de Corée, les liaisons ferroviaires ont été rétablies entre les deux Corées, reliant la Corée du Sud à la zone industrielle de Kaesong au Nord, qui accueille plusieurs entreprises sud-coréennes. (© Meunierd)



ments désirés dans la politique du régime nord-coréen, Park proposa une sorte de voie mitoyenne qu'elle baptisa la « trustpolitik ». La nouvelle présidente proposait ainsi d'allier l'ouverture au dialogue et une reprise de la coopération Nord-Sud avec une position ferme en matière de défense nationale. Park s'engagea à rétablir la confiance entre Séoul et Pyongyang en misant sur des avancées graduelles dans les relations intercoréennes. Pour ce faire, elle proposa par exemple de mettre sur pied des projets de coopération conjoints, de poursuivre l'aide humanitaire, et d'encourager le commerce et les investissements au Nord.

Tout en mettant l'accent sur l'importance du dialogue et des échanges soutenus entre les deux capitales, Park place comme élément central de sa politique le principe de dissuasion, qui selon la présidente « doit être appliqué avec plus de vigueur qu'auparavant ». La trustpolitik ne peut donc être assimilée à une vision naïve et déterministe qui prendrait pour acquis une amélioration soudaine des liens avec la Corée du Nord; elle vise

Dossier

plutôt à aligner la politique de Séoul sur les actions de Pyongyang. Si cette dernière démontre une réelle volonté d'améliorer les relations, Park promet d'amplifier ses efforts, et de réagir avec fermeté en cas de gestes provocateurs.

Une méfiance accablante

La trustpolitik fut mise à rude épreuve dès les premiers mois de la présidence de Park Geun-hye. Suivant l'essai nucléaire de la Corée du Nord en février 2013 et la réaction subséquente de la communauté internationale, l'intensification rapide de la rhétorique de Pyongyang força la présidente sud-coréenne à adopter la ligne dure. Cet épisode de fortes tensions dura jusqu'au mois d'août 2013, quand les deux parties s'entendirent sur la réouverture du complexe industriel de Kaesong, qui avait été fermé unilatéralement par le Nord en avril. La baisse de tensions qui suivit le retour des travailleurs sud-coréens à Kaesong permit à Park de remettre temporairement sa politique sur les rails. Diverses rencontres eurent lieu entre représentants du Nord et du Sud sur la possibilité de coopération dans certains domaines, telles que les réunions des familles séparées depuis la guerre de Corée ainsi que la réouverture de la zone touristique de la montagne Kumgang (1). Cependant, les réactions de Pyongyang aux propositions du Sud

ont souvent été critiques, le régime de Kim Jong-un accusant l'administration Park de cacher ses intentions réelles derrière une façade accommodante. Deux récents discours de la présidente sud-coréenne et les réactions subséquentes de Pyongyang fournissent des exemples probants de la difficulté de rétablir la confiance sur la péninsule. Le 28 mars 2014, Park Geun-hye prononça un discours sur les relations intercoréennes à Dresde, en Allemagne, dont la réunification à partir de 1989 est souvent citée en exemple par les dirigeants sud-coréens. Les commentaires du Rodong Sinmun, quotidien nord-coréen affilié au Parti des travailleurs de Corée, laissèrent transparaître toute la méfiance affectant les tentatives de rapprochement : « Park Geun-hye voyage dans des pays européens, crachant des mots embarrassants tels que "unification", "co-prospérité" et "échanges" (...). Nous voyons dans son jeu (...) sa honteuse intention de nous nuire avec son poison caché derrière son sourire apparent ». Le 15 août 2014, à l'occasion de la célébration du Jour de l'indépendance en Corée

du Sud, Park proposa de mettre sur pied des projets de coopération spécifiques avec le Nord dans les domaines de l'environnement, des infrastructures et de la culture. En réponse au discours, le quotidien nord-coréen *Minju Joson* déclara que si la Présidente voulait sincèrement améliorer les relations intercoréennes, elle devait mettre un frein aux manœuvres militaires visant le Nord – en référence aux exercices militaires régulièrement menés avec les États-Unis – et lever les sanctions à son égard.

Les déclarations du régime nord-coréen démontrent qu'il tend à percevoir les propositions du Sud non seulement comme des stratégies trompeuses et empreintes de mauvaise foi, mais également comme une source de danger pour le pays. La mentalité d'assiégé qui afflige Pyongyang constitue un obstacle de taille à la normalisation des relations intercoréennes, puisqu'elle a pour effet de mettre le régime sur un pied d'alerte, et place dès lors tout dialogue sur un terrain instable. Park Geun-hye est présentée dans les médias nord-coréens comme une dirigeante dangereuse et manipulatrice, comme en fait foi un éditorial daté du 27 avril 2014 dans le quotidien *Minju Joson* l'accusant d'avoir « poussé les relations intercoréennes vers la catastrophe en nourrissant la méfiance plutôt que de bâtir la confiance. »

Cette méfiance n'est toutefois pas limitée à Pyongyang, puisque l'accueil que réserve l'administration Park aux avances de Pyongyang trahit également le profond scepticisme de Séoul après

66 La mentalité d'assiégé qui afflige Pyongyang constitue un obstacle de taille à la normalisation des relations intercoréennes, puisqu'elle a pour effet de mettre le régime sur un pied d'alerte, et place dès lors tout dialogue sur un terrain instable.

des années d'antagonisme et d'ententes reniées. En juillet 2014, Pyongyang proposait que les deux Corées mettent un terme à leur rhétorique belliqueuse à condition que le Sud accepte de suspendre ses exercices militaires. Séoul rejeta immédiatement la proposition, citant le « manque de sincérité » du Nord. Si la méfiance mutuelle n'empêche pas les deux parties de continuer à professer leur volonté d'améliorer les relations bilatérales et de présenter publiquement des propositions visant à favoriser la coopération, les actions suivent rarement la parole.

Près de deux ans après son arrivée au pouvoir, Park Geun-hye n'a pas eu l'occasion de mettre en branle sa *trustpolitik* de façon prolongée, les tensions l'ayant placée dès le départ sur la défensive. Compte tenu de l'importance du principe de réciprocité, le succès de sa politique dépend en grande partie des actions posées par Pyongyang. Ainsi, Park se voit forcée de réagir aux actions de Pyongyang, plutôt que de mener le jeu. En effet, si Pyongyang continuait à faire de son programme nucléaire une pièce maîtresse de sa politique, la *trustpolitik* deviendrait impotente à moyen et à long terme, dans la mesure où Park n'envisage un

Photo ci-contre:

Le 29 septembre 2014 à New York, le ministre des Affaires étrangères, Ri Su-yong, le plus haut représentant nord-coréen envoyé aux États-Unis en quinze ans, a déclaré à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies que son pays ne serait pas contre l'idée d'une unification avec la Corée du Sud selon le principe d'une confédération préservant l'existence des deux régimes dans un même pays, ce qui serait « l'unique moyen de prévenir une guerre et de garantir la paix ». Ri Su-yong a également déclaré que la question du nucléaire se règlerait d'elle-même quand serait levée « la menace à la souveraineté et au droit d'existence de la Corée du Nord ». (© Kim Haughton)

rétablissement réel de la confiance que si Kim Jong-un s'engage dans la voie de la dénucléarisation (2).

La Corée du Nord sous Kim Jong-un et l'avenir des relations intercoréennes

En surface, la politique étrangère de la Corée du Nord a peu changé depuis le changement de régime en 2011. Kim Jong-un continue de mettre l'accent sur le développement de ses programmes nucléaire et balistiques, comme en témoigne une recrudescence des activités au centre nucléaire de Yongbyon et les nombreux tests de missiles effectués en 2014. Pour Pyongyang, le développement de ses capacités nucléaires et de ses missiles balistiques représente une question de survie nationale face à ce qu'elle perçoit comme la politique hostile des États-Unis à son égard. Les sanctions économiques ne semblent pas avoir altéré son calcul stratégique, bien que celles-ci limitent ses échanges internationaux et rendent plus difficile l'acquisition de matériels servant à son programme nucléaire.

Cherchant à briser son isolement sur la scène internationale, Pyongyang tente aujourd'hui de se défaire de sa dépendance à la Chine (3), avec laquelle les relations se sont tendues depuis quelques années en raison de sa politique étrangère, que Pékin perçoit comme une source d'instabilité. En 2014, la Corée du Nord a ainsi signé une entente de coopération économique avec la Russie - qui s'est ellemême tournée vers l'Est depuis la crise ukrainienne - et s'est rapprochée de certains de ses alliés en Asie et au Moyen-Orient. L'un des diplomates les plus haut placés en Corée du Nord, Kang Sok-Ju, entama également une tournée diplomatique en Europe au mois de septembre, alors que le ministre des Affaires étrangères Ri Su-yong fut envoyé à New York pour une rare visite à l'Assemblée générale de l'ONU. Dans ces circonstances. un rétablissement des liens avec Séoul permettrait au régime de Kim Jong-un d'atténuer la pression et de compter sur une levée des sanctions sud-coréennes et une reprise de la coopération économique. Cela nécessiterait toutefois une réorientation de la politique étrangère nord-coréenne, ce qui ne représente pas une option viable aux yeux du régime.

Inversement, les objectifs de l'administration Park sont tout aussi incompatibles avec ceux du Nord. L'alliance entre Séoul et Washington constitue le pilier de la politique de défense sud-coréenne, assurant un maintien des troupes américaines en Corée du Sud. Compte tenu de l'orientation militaire de la politique étrangère de Pyongyang et de la nécessité de dissuader tout aventurisme, les forces américaines et sud-coréennes continuent d'effectuer périodiquement des exercices militaires conjoints. Le régime nordcoréen voit ces exercices comme des préparatifs en vue d'une attaque contre le Nord et demande fréquemment leur annulation, tout en invoquant la menace perçue pour justifier ses propres activités militaires. La tenue de ces exercices, bien que considérée comme nécessaire par Séoul et Washington, constitue ainsi un obstacle à l'amélioration des relations bilatérales.

Face à la difficulté de réconcilier les objectifs de Séoul et Pyongyang, le succès de la trustpolitik est improbable à long terme. Néanmoins, un rapprochement ne

prospère, le régime de Kim Jong-un peut difficilement envisager des réformes d'envergure. En mars 2013, le régime nord-coréen adoptait la "ligne Byungjin", plaçant le développement économique sur un pied d'égalité avec le programme nucléaire. En conséquence, les autorités ont mis en œuvre quelques réformes timides donnant plus de marge de manœuvre aux gestionnaires de fermes collectives et d'usines. Si cette ouverture limitée représente un pas dans la bonne direction, une réelle libéralisation de l'économie - nécessaire pour son développement à long terme - exigerait notamment un relâchement des restrictions sur la liberté de mouvement, les échanges de capitaux, le flot de l'information et les contacts avec l'extérieur, ce qui aurait des conséquences néfastes pour la stabilité et la légitimité du régime.

Bien que la nature même des deux Corées rende la réconciliation improbable, tendre la main à Pyongyang n'est pas intrinsè-



66 En surface, la politique étrangère de la Corée du Nord a peu changé depuis le changement de régime en 2011. 99

peut être complètement exclu, comme l'a clairement démontré la Sunshine Policy. Si on peut imaginer un rapprochement temporaire fondé sur des considérations stratégiques, un rapprochement durable basé sur une convergence d'intérêts et d'idéaux nécessiterait une réorientation fondamentale des intérêts et des politiques des deux parties. Dans une certaine mesure, la tension sert le régime nord-coréen, puisqu'elle lui permet de justifier l'attribution des ressources nationales aux forces armées et le maintien de sa poigne de fer sur la population. La réconciliation compliquerait le maintien du régime de Kim Jong-un, celui-ci étant fondé sur une opposition claire entre le Nord, qui se présente comme seul détenteur légitime de la souveraineté sur la péninsule coréenne, et le Sud capitaliste, que Pyongyang dépeint comme corrompu et soumis à la volonté des Américains. À terme, une telle dissonance entre la propagande finement construite par le régime et la réalité d'une paix intercoréenne serait intenable.

Vu la nécessité d'assurer sa pérennité face à une Corée du Sud plus puissante et

quement futile. S'il est trop tôt pour qualifier la trustpolitik d'échec, la nouvelle approche a été minée dès le début par l'absence de mesures concrètes d'une part, et d'autre part par les provocations immédiates de Pyongyang. Bientôt arrivée à la mi-parcours de son unique mandat, Park devra rapidement remettre sa trustpolitik sur les rails, ce qu'elle pourrait faire en levant les sanctions unilatérales imposées par son prédécesseur. Sans quoi le changement de paradigme annoncé lors de son élection n'aura été que de courte durée, un intermède avant le retour des vieilles approches discréditées.

Benoit Hardy-Chartrand

Notes

(1) La zone touristique de Kumgang, seul endroit en Corée du Nord accessible aux Sud-Coréens, a été fermée suite à la mort d'une touriste sud-coréenne en 2008 sous les balles d'un soldat nord-coréen.

(2) Voir Benoit Hardy-Chartrand, « Rétablir la confiance sur la péninsule coréenne : le défi de Park Geun-hye », Monde chinois nouvelle Asie, automne 2013, nº 34.

(3) La Chine est le partenaire commercial principal de la Corée du Nord, représentant plus de la moitié de ses échanges.

Pour aller plus loin

- Benoit Hardy-Chartrand, « Rétablir la confiance sur la péninsule coréenne : le défi de Park Geun-hye », Monde chinois nouvelle Asie, automne 2013, nº 34, p. 79-85.
- Park Geun-hye, « A New Kind of Korea », Foreign Affairs, septembreoctobre 2011, vol. 10, nº 5.
- Don Oberdorfer, The Two Koreas, A Contemporary History, Basic Books, deuxième édition, 2001.